

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 29 JANVIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Quelle autorité !!
- 2) Disparition annoncée ??!?
- 3) Un échec important
- 4) Les professeurs sourds et muets...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Dans le Doubs, Manuel Valls défend « l'ordre républicain » au milieu du chahut



Alors que des militants contre la loi Macron ont tenté de se faire entendre, le premier ministre ne s'est pas interrompu et a haussé le ton. | SEBASTIEN BOZON / AFP

Rien n'est simple pour les socialistes dans la campagne pour la législative partielle dans le Doubs qui doit désigner le successeur de Pierre Moscovici, nommé commissaire européen. Le meeting de Manuel Valls, mardi 27 janvier à Audincourt, a été perturbé d'abord par une coupure de courant puis par plusieurs irruptions bruyantes.

Tout a commencé pendant la conférence de presse en ouverture de la réunion publique quand la lumière s'est brutalement éteinte. Le premier ministre, venu soutenir le candidat PS Frédéric Barbier, a d'abord cru que les plombs avaient sauté. « Vous êtes trop nombreux », a-t-il lancé aux caméras, goguenard. Mais le sourire s'est rapidement crispé, quand il a été contraint de patienter longuement dans une salle de presse plongée dans la pénombre. Au même moment, quelque mille sympathisants socialistes étaient massés dans la salle communale eux aussi dans le noir. La CGT a fini par revendiquer le sabotage auprès de L'Est républicain. Une action destinée à protester contre la loi de transition énergétique et « ses mauvaises solutions ».

Quand la lumière s'est rallumée, un soupir de soulagement a traversé la salle. Le meeting a pu démarrer avec une heure de retard. Mais Manuel Valls n'était pas au bout de ses peines. Après seulement quelques minutes de discours, des militants brandissant des pancartes pour « défendre l'office notarial » face à la loi Macron ont tenté de se faire entendre dans la salle. Pour couvrir leurs voix, le premier ministre, comme il l'avait déjà fait à La Rochelle face à l'aile gauche du parti, ne s'est pas interrompu une seule seconde et a haussé le ton, criant presque dans son micro. Comme galvanisé par la confrontation il a lancé sous les applaudissements à la salle : « Je ne me tairai pas face aux gens qui tentent d'empêcher ce meeting d'avoir lieu ! »

LAPRESSEENREVUE.EU

Un meeting sous le signe de « l'ordre républicain »

A cinq jours du premier tour de la législative partielle, Manuel Valls voulait inscrire ce meeting dans la lignée de ceux qu'il a tenus après les attaques terroristes du mois de janvier, tout en appelant, la voix éraillée, à la mobilisation de la gauche dans les urnes. Mais c'est surtout sur la question de « l'ordre », comme fondement de la République, qu'il a voulu appuyer, dans une ambiance électrique avec l'irruption de plusieurs perturbateurs.

« La France n'est plus tout à fait la même depuis qu'elle a été frappée au cœur par la barbarie », a-t-il expliqué tout en se défendant d'utiliser l'union nationale à des fins partisans : « L'unité ne signifie en rien la fin des débats et des confrontations démocratiques. On a voulu briser la liberté et la plus belle des réponses, c'est la démocratie. »

Dans cette circonscription où le FN fait campagne sur le « péril islamiste », le premier ministre a voulu afficher sa fermeté, endossant à nouveau les habits du super ministre de l'intérieur. Il a rappelé à une salle attentive les 736 millions d'euros dégagés la semaine passée pour lutter contre le terrorisme : « Nous adaptons nos moyens à la réalité des menaces. »

Il a également détaillé la politique du gouvernement en matière de sécurité, avant de lancer sous une ovation : « Jamais un gouvernement n'a autant fait pour rétablir l'ordre républicain. Et pas seulement avec des mots ou des coups de menton. Il faut lutter contre le terrorisme, mais aussi contre cette délinquance qui mine le pacte républicain. »

« On savait 2014 difficile »

Comme il l'avait fait la semaine passée, Manuel Valls a ajouté à son discours sur la sécurité un volet sur l'éducation et les moyens mis après les attaques terroristes.

« L'éducation est plus que jamais notre priorité, voilà une différence entre la droite à la gauche. Si certains doutent, regardez ce qu'ils proposent et ce que nous proposons. »

Insistant sur la laïcité, le premier ministre a rappelé la mise en place d'un enseignement du fait religieux et des médias.

Dans ce territoire, où le groupe PSA est le plus gros employeur, le premier ministre ne pouvait pas esquiver la question du nombre record de chômeurs atteint fin 2014 avec 3,5 millions de personnes touchées. « *Moi je n'ai jamais menti aux Français* », a-t-il expliqué lors de la conférence de presse avant le meeting. « *On savait que l'année 2014 allait être difficile. Quand la croissance est très faible, il ne faut pas s'attendre à des miracles dans les résultats.* »

Manuel Valls, qui a annoncé que de « nouvelles aides et de nouveaux moyens » allaient être mis en place pour l'emploi, a estimé que l'année 2015 allait être « *celle de la mobilisation et de la reconquête* ». Pour les socialistes, la reconquête pourrait passer par cette élection dans le Doubs, dans laquelle ils espèrent inverser le cycle des défaites aux législatives partielles. En ouverture du discours de Manuel Valls, le candidat PS, Frédéric Barbier avait appelé les électeurs à se rendre aux urnes, tout en regrettant la dispersion de la gauche qui présente plusieurs candidats. Il s'est tout de même risqué à un pronostic : « *Ce sera extrêmement serré entre l'UMP, le FN et moi-même.* »



Nicolas Chapuis
Journaliste au service Politique

II) Le phénomène Syriza peut-il englober le PS français?

Eric Dupin



Athènes, le 25 janvier 2015. REUTERS/Marko Djurica

Le Parti socialiste français n'a pas la même histoire que ses équivalents grec ou espagnol. Notre pays n'a pas non plus subi aussi sévèrement les effets de la crise.

Le paysage de la gauche européenne devient méconnaissable à une vitesse impressionnante. Le PASOK («mouvement socialiste panhellénique»), parti grec membre de l'Internationale socialiste à laquelle appartient le PS français, parvenu au pouvoir quelques années après le retour de la démocratie dans ce pays en 1974, vient d'être ramené au rang de formation marginale avec moins de 5% des suffrages exprimés aux élections législatives du 25 janvier.

Ce parti emblématique de la gauche européenne, qui a gouverné de longues années la Grèce, obtenait plus de 40% des suffrages jusqu'il y a seulement dix ans. Le voici supplanté par une formation de la «gauche radicale», Syriza, qui ne recueillait encore que 4,6% des voix aux législatives de 2009!

En Espagne aussi, de spectaculaires tremblements de terre électoraux menacent le socialisme traditionnel. Un sondage a fait sensation, en novembre 2014, en plaçant Podemos, la formation issue du mouvement des Indignés, devant le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), lui aussi membre du Parti socialiste européen auquel appartient notre PS national. Le PSOE est un ancien et puissant parti qui a gouverné l'Espagne pendant plus de treize ans après le retour de la démocratie dans cette contrée.

Les socialistes espagnols avaient l'habitude de tutoyer la barre des 40% des voix lors des scrutins électoraux. Ils sont désormais crédités de la moitié de ce potentiel électoral, sévèrement concurrencés par le surgissement de Podemos, dont l'influence est apparemment d'un ordre analogue.

La faiblesse du PS français

Le PS français est-il menacé d'un sort comparable? Le parti fondé en 1905, et tôt dominé par l'autorité de Jean Jaurès, affaibli par la scission communiste de 1920, est certes historiquement très fragile. Electoralement, il n'a jamais dominé de façon incontestable et durable une gauche française dont la diversité idéologique fait à la fois le charme et la faiblesse.

Ce n'est que dans les dernières décennies, à partir du renouveau des années 1970, que le PS s'est imposé comme le parti dominant d'une gauche éternellement travaillée par l'irréductible opposition entre des «pragmatiques» héritiers de la tradition girondine puis radicale et des «révolutionnaires» successeurs du combat jacobin

puis communiste. En ses belles années, le parti dirigé par François Mitterrand savait pourtant rassembler en son sein, non sans de sérieuses turbulences, certaines sensibilités proches de ces références antagonistes.

Cette époque est bien révolue. Le PS est aujourd'hui profondément dévitalisé, à la fois idéologiquement et sociologiquement. Son discours entre trop brutalement en contradiction avec sa pratique au pouvoir pour convaincre. Sa rupture, de plus en plus franche, avec des classes populaires, certes fragmentées, lui interdit d'accomplir sa mission historique. Il ne survit que grâce à un vaste réseau d'élus locaux, souvent de qualité, toutefois promis à un redoutable rétrécissement dans avenir très proche.

Grand remplacement à gauche?

Ces bouleversements de la gauche en Europe du sud et les fragilités du PS hexagonal autorisent bien des rêves. La «gauche de la gauche» –selon une expression un brin tautologique qui suggère, non sans raison, que la gauche n'est plus dans la gauche– se prend à parier sur un «sorpasso» salvateur. Elle parviendrait alors, trahisons programmatiques du PS et crise approfondie aidant, à «dépasser» électoralement ces «traîtres» de la social-démocratie.

Le meeting de soutien à Syriza qui s'est tenu, lundi 19 février au gymnase Japy à Paris, a pu incarner cette ambition en dépit de l'ambiguïté stratégique pesant sur ses participants.

Tous les dirigeants de cette mouvance s'y sont retrouvés, du trotskiste NPA à Cécile Duflot (EELV) en passant par Jean-Luc Mélenchon (PG) et Pierre Laurent (PCF).

Mais c'est bien l'ancien candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle de 2012 qui théorise le mieux cette stratégie. Profondément atteint par l'insuccès de cette coalition aux dernières élections européennes, attentif aux mutations de la gauche sud-européenne, «Méluche» mise désormais ouvertement sur «l'ère du peuple».

L'ancien militant trotskiste, membre du PS pendant plus de trente ans, créateur d'un nouveau parti porté par l'original message de « l'éco-socialisme », avoue maintenant sa lassitude de la forme partidulaire. Il l'a confié sur iTélé, reprenant la phrase sur son compte Twitter:



Jean-Luc Mélenchon ✓ @JLMelenchon
Les partis, ça saoule tout le monde. Même moi.
Il faut de l'intervention citoyenne. #itélé #Syriza

Austérité et rigueur

L'imitation stratégique des novations qui revitalisent la gauche sud-européenne est-elle, pour autant, pertinente? Plusieurs raisons de fond peuvent inciter au scepticisme. La première est que la France n'a pas connu les terribles épreuves subies par les peuples grec et espagnol.

Notre cher et vieux pays souffre assurément, et cela depuis plusieurs décennies, d'une «rigueur» qui parvient admirablement à provoquer le mécontentement populaire sans pour autant assainir les comptes publics. Mais les sacrifices imposés aux populations d'ici n'ont, reconnaissons-le, rien à avoir avec les terribles épreuves subies par des Grecs et des Espagnols condamnés à la paupérisation absolue et à un chômage d'un niveau encore inconnu pour le moment.

Le ministre autocrate (dans les textes) Emmanuel Macron n'est certes pas un allié très fiable des classes populaires. Mais le « social-libéralisme» à la sauce hollandaise reste tout de même bien en-deça des purges austéritaires éprouvées en Espagne et, plus encore, en Grèce.

Soulèvement sociétal

Cette différence de traitement, dont nous ne saurions nous plaindre, explique en partie pourquoi la société française n'a pas réagi à la crise de 2008 comme les pays précités. Les phénomènes Syriza et Podemos seraient incompréhensibles sans les soulèvements populaires suscités par les politiques d'attaques directes contre les acquis sociaux menées dans ces pays.

On se souvient des manifestations violentes, à Athènes comme dans d'autres villes grecques, contre des réductions de salaires ou de pensions menaçant directement foyers et familles. Ces rébellions ont été efficacement réprimées, mais Syriza en est devenue la traduction politique ultérieure.

En Espagne, le mouvement des Indignados a rencontré un immense succès populaire, se traduisant par d'admirables et concrètes initiatives

de solidarités locales, avant de s'essouffler. Mais Podemos a su, là encore, lui donner une traduction politique et électorale quelques temps plus tard.

Il n'en est pas vraiment de même en France. Plusieurs mouvements, associatifs ou syndicaux, ont certes tenté, ces dernières années, d'incarner la résistance populaire à la crise et aux politiques qui l'accompagnent. Ils n'ont jamais atteint le seuil de crédibilité nécessaire pour mettre en danger les pouvoirs établis.

Inventivité politique

Parallèlement, force est de constater que la «gauche radicale» française n'a pas su s'ouvrir sur les mutations en cours. Podemos est une variété de parti de type nouveau, même si le charisme de son principal dirigeant ne le prémunit pas contre les risques d'autoritarisme personnel.

La genèse de Syriza est plus classique, avec le lot de scissions qui caractérisent habituellement l'extrême gauche, mais son leader, Alexis Tsipras, sait apparemment faire preuve d'une souplesse et d'une intelligence des situations qui semble quelque peu manquer à Jean-Luc Mélenchon.

Le prochain homme fort de la Grèce ne va sans doute pas se muer en sage social-démocrate, comme l'espèrent ceux qui n'ont que l'opportunisme comme boussole, mais il saura, à raison, négocier les compromis nécessaires. Ce pragmatisme radical, seule manière de répliquer efficacement au désordre établi, fait encore défaut en France.

Pour autant, et fort heureusement, la messe n'est pas dite, et l'histoire française bien assurément pas écrite d'avance. Notre pays est coutumier de soubresauts révolutionnaires, assez rares mais plutôt violents. Leurs conséquences à terme n'ont, au demeurant, pas été toujours heureuses. Raison de plus, peut-être, pour espérer des révolutions citoyennes raisonnées et produites par une vraie maturation.



Par Eric Dupin Journaliste

III) Près de 6 millions de chômeurs: l'échec de Hollande

Par Laurent Mauduit

Le nombre des chômeurs continue de progresser à une allure vertigineuse : toutes catégories confondues, on dénombrait presque 5,9 millions de demandeurs d'emploi fin 2014, soit +312 900 depuis un an et +919 000 depuis mai 2012. La clameur populaire qui vient d'Athènes fait donc forcément écho jusqu'en France : et si on changeait de politique ?

Il faut prendre l'indicateur du chômage pour ce qu'il est : le plus révélateur de ce qu'est aujourd'hui la France et la politique économique et sociale inégalitaire qui y est menée. Si en Grèce, la donne a radicalement changé, et si le peuple de ce pays peut espérer enfin la mise en œuvre d'une politique sociale plus généreuse, la France, elle, reste plus que jamais prisonnière de la doxa néolibérale. La situation du marché du travail en atteste.

Il faut certes manier la comparaison avec précaution, car la France ne connaît pas, loin s'en faut la situation sociale désespérée dans laquelle la Grèce s'est enlisée. Ici, le taux de chômage est seulement (si l'on peut dire !) de 10,6 %, alors que là-bas, il atteint près de 27 %. Ici, l'austérité a pris une forme encore rampante, alors que là-bas, elle s'est déchaînée.

Mais dans un pays comme dans l'autre, c'est la même politique économique et sociale qui a été appliquée ces dernières années, de manière atténuée dans un cas, de manière excessivement brutale dans l'autre. Une même politique qui fait du social la seule variable d'ajustement à la crise.

C'est la raison pour laquelle la victoire de Syriza en Grèce place en porte-à-faux les socialistes français et les confronte à cette question : encore combien de temps mettront-ils en œuvre une politique économique qui gonfle les dividendes du CAC 40 mais fait le lit du chômage et de la pauvreté ?

Observons en effet les derniers chiffres du chômage. En mai 2012, quand il accède à l'Élysée, François Hollande est confronté à un marché du travail déjà tourmenté, comme le résume le tableau ci-dessous :

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Unités : milliers et %

Données CVS-CJO	Maï	Avril	Maï	Variation	Variation
	2011	2012	2012	sur un mois	sur un an
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 706,4	2 888,8	2 922,1	1,2	8,0
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	548,8	575,5	571,6	-0,7	4,2
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	829,1	854,2	853,4	-0,1	2,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 084,3	4 318,5	4 347,1	0,7	6,4
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	230,9	238,1	247,9	4,1	7,4
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	350,4	369,2	365,0	-1,1	4,2
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 665,6	4 925,8	4 960,0	0,7	6,3
France					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 938,4	3 129,3	3 163,9	1,1	7,7
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 346,5	4 592,0	4 621,0	0,6	6,3

Sources : Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs-cjo : Dares.

Au total, on dénombre à la fin du mois de mai 2012, près de 2 922 100 demandeurs d'emploi de la catégorie A (la catégorie la plus restreinte, celle qui regroupe ceux qui sont au chômage et qui font des recherches effectives d'emploi). Mais si l'on prend en compte l'ensemble des catégories des demandeurs d'emploi (les catégories A, B, C, D et E qui regroupent tous les types de chômeurs, y compris ceux qui ont effectué des missions de très courte durée ou qui, par découragement, ont cessé de faire des recherches), on arrive à un bilan de 4 960 000 demandeurs d'emploi.

François Hollande, violant ses engagements de campagne, n'a eu qu'une seule priorité : améliorer la compétitivité des entreprises, gonfler leurs marges financières, arrondir leurs dividendes. Et cette priorité a été poursuivie non seulement en détournant massivement, et sans contrepartie, des fonds publics au profit des entreprises, et notamment les quelque 40 milliards d'euros du pacte dit de responsabilité, mais aussi en organisant une dérégulation massive du marché du travail.

Sous les effets d'une conjoncture totalement anémiée du fait de la politique d'austérité, mais aussi sous les effets d'une politique sociale cherchant à faciliter la flexibilité du travail et les licenciements, il est donc advenu ce qui était prévisible : malgré la promesse mille fois réitérée d'une inversion de la courbe des demandeurs d'emploi, la vague montante du chômage n'a cessé de déferler. Les derniers chiffres connus, ceux qui ont été révélés mardi 27 janvier et que l'on peut consulter dans le tableau ci-dessous, sont là pour témoigner de la gravité de la situation

Pour le seul mois de décembre 2014, le nombre des demandeurs d'emploi a progressé de 8 100, pour atteindre 3 496 400, dans le cas de la catégorie A, soit tout près des 3,5 millions de

personnes, un record pour la période contemporaine.

Données CVS-CJO	Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi		Unités : milliers et %		
	Décembre 2013	Novembre 2014	Décembre 2014	Variation sur un mois	Variation sur un an
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 307,3	3 488,3	3 496,4	0,2	5,7
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	649,8	672,3	676,8	0,7	4,2
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	949,2	1 015,7	1 045,0	2,9	10,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 906,3	5 176,3	5 218,2	0,8	6,4
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	278,3	292,0	279,6	-0,1	0,3
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	381,5	384,4	381,2	-0,8	-0,1
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	5 566,1	5 840,7	5 879,0	0,7	5,6
France					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	3 568,4	3 751,9	3 760,1	0,2	5,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	5 203,3	5 478,6	5 521,2	0,8	6,1

Et dans le cas des catégories A à E, le nombre a progressé de 38 300, pour atteindre le niveau sans précédent de 5 879 000. Sur l'ensemble de l'année 2014, le bilan est catastrophique : le nombre des demandeurs d'emploi de la catégorie A a progressé de 189 100, et celui des catégories A à E de 312 900. Relevons donc – nous y reviendrons longuement plus loin – que ce second mode de calcul fait apparaître des hausses beaucoup plus considérables que le premier.

Lorsque l'on dresse le bilan de François Hollande depuis qu'il a été élu, en mai 2012, les chiffres sont encore plus terribles. Dans le cas de la catégorie A, ils ont progressé de 574 300 et dans le cas des catégories A à E, de 919 000. Même tendance, donc : la seconde hausse est beaucoup plus spectaculaire que la première. Voilà le bilan de Hollande depuis son accession à l'Élysée : une hausse des demandeurs d'emploi comprise entre 574 300 et 919 000, selon les modes de calcul.

Conjoncture

Plusieurs facteurs se sont cumulés pour que la France atteigne ce niveau historique de chômage. Le premier est à l'évidence celui de la conjoncture que la France connaît depuis plusieurs années. Avec près de trois années consécutives de croissance zéro, l'économie a détruit des emplois au lieu d'en créer et a été, par surcroît, bien incapable d'absorber les nouveaux arrivants sur le

marché du travail générés par les évolutions démographiques. Cette mauvaise conjoncture, le gouvernement en est l'un des responsables puisque, conduisant une politique d'austérité, il a privilégié le redressement des comptes publics – sans d'ailleurs y parvenir – à la relance de l'activité.

Mais cette mauvaise conjoncture n'explique pas tout. Car si c'était le cas, la France devrait connaître depuis quelque temps une embellie. Pour plusieurs raisons qui se cumulent. D'abord parce que les taux d'intérêt sont historiquement bas et que l'euro n'a jamais été aussi faible, par rapport au dollar notamment. Ensuite parce que les cours du pétrole se sont effondrés et que la France profite, comme ses principaux voisins, d'un contre-choc pétrolier. Compte tenu de tous les effets induits par cet environnement favorable, sans parler des 40 milliards d'euros du pacte dit de responsabilité, la reprise économique devrait donc enfin se confirmer. Et le chômage baisser...

Or, si la croissance se consolide actuellement un tout petit peu, elle reste tout de même fragile. Et surtout, le chômage, lui, est plus que jamais sur la mauvaise pente. Il suffit de se référer aux dernières prévisions de l'Unedic, le régime d'assurance chômage, pour en trouver la confirmation. Ces prévisions que l'Unedic a rendues publiques le 16 janvier, les voici.

<https://www.scribd.com/doc/253881351/Les-previsions-de-l-Unedic-pour-2015>

Voici les principaux constats que dresse le régime : « Le chômage BIT poursuivrait sa hausse jusqu'à la fin de l'année 2015. En effet, la faible croissance limiterait la progression de l'emploi total, qui serait alors insuffisante pour compenser la hausse de la population active. Il en résulterait une progression du chômage BIT de +0,3 point sur l'ensemble de l'année 2014, puis à nouveau +0,3 point en 2015. Fin 2015, le taux de chômage s'établirait alors à 10,3 %. Sur les listes de Pôle emploi, cela se traduirait par 182 000 inscriptions supplémentaires en catégorie A en 2014, puis +104 000 en 2015. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tout en ayant exercé dans le mois une activité rémunérée courte ou à faible intensité horaire (catégories B et C) progresserait de +97 000 personnes en 2014, puis +78 000 personnes en 2015. »

Il faut donc avoir la lucidité d'observer qu'il y a d'autres facteurs que la conjoncture qui pèsent

dans cette envolée historique du chômage. Il y a aussi des facteurs... structurels, pour reprendre le sabir néolibéral. En somme, nous sommes en train de vivre, à la faveur de la crise, un ajustement social majeur. Au diable la recherche d'une meilleure compétitivité des entreprises grâce à l'innovation et la recherche ! Plus encore que sous Nicolas Sarkozy, la bonne entente affichée par le gouvernement socialiste et le Medef, la connivence pas même masquée entretenue entre Emmanuel Macron et Pierre Gattaz a, à l'évidence, convaincu le patronat qu'il fallait entreprendre une véritable purge sociale. Reprise ou pas reprise, le chômage semble donc devoir durablement battre record après record.

Que l'on pense en effet à toutes les mesures qui se sont ajoutées les unes aux autres ces dernières années et ces derniers mois pour rendre l'emploi plus flexible et les licenciements plus faciles. Les coups de boutoir contre le Code du travail ont été si nombreux qu'on peine à tous les recenser. À côté, des contrats à durée indéterminée (CDI) et des contrats à durée déterminée (CDD), il y a eu, sous le précédent quinquennat, l'instauration des contrats de mission, et la faculté ouverte de rupture négociée des contrats de travail. Ensuite, après l'alternance, il y a eu les nouvelles facilités ouvertes pour les plans sociaux, dans le cadre de l'accord de flexisécurité de janvier 2013. Ou encore, il y a cette nouvelle disposition inscrite dans le projet de loi Macron, visant également à faciliter les licenciements collectifs.

Le gouvernement socialiste ne cesse de multiplier les charges contre tous les autres volets du Code du travail, présenté – vieux credo néolibéral – comme autant de pesanteurs qui entravent la bonne marche de l'économie. Remise en cause des règles encadrant le travail du dimanche promue par la loi Macron, proposition de nouvelles règles pour le dialogue social s'affranchissant des seuils sociaux actuels: tout y passe.

L'implosion du marché du travail

Le résultat de tout cela, c'est celui qui est d'ores et déjà perceptible au travers de ce chiffre spectaculaire de 5,9 millions de demandeurs d'emplois à fin décembre 2014, pour les catégories de A à E. Car derrière cette statistique, se cache une réalité sociale : depuis plusieurs années, le marché du travail est entré en France dans une phase d'implosion. En clair, nous ne sommes plus dans un monde binaire, avec d'un côté, des salariés qui ont la chance d'avoir un

travail et de l'autre, des chômeurs qui ont le malheur de ne pas en avoir. Entre ces deux mondes, ou à leur lisière, il y en a encore un autre, de plus en plus important. Le monde grandissant des petits boulots et de la précarité ; le monde des travailleurs pauvres, des CDD, de l'intérim ou du travail à temps partiel.

Déjà évoquée par Mediapart (lire L'échec économique, le désastre social), une étude remarquable, publiée voilà quelques mois par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du ministère du travail, permet de prendre la mesure de ce séisme du marché du travail. Cette étude, on peut la télécharger ici ou la consulter ci-dessous :

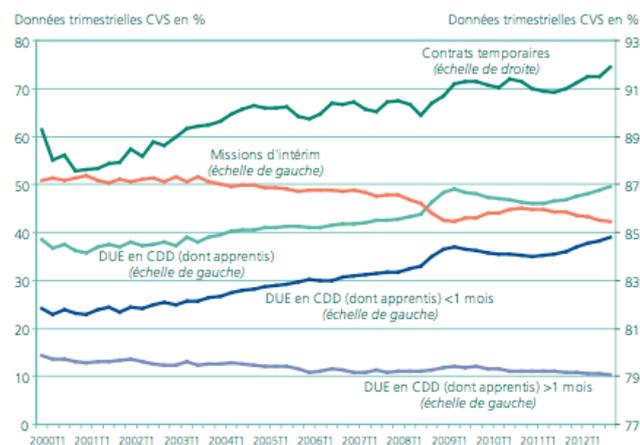
Precairite: l'etude de la Dares by Laurent MAUDUIT

<https://www.scribd.com/doc/235226545/Precairite-l-etude-de-la-Dares>

Globalement, le CDI reste certes la forme d'emploi dominante, car il a longtemps été, au moins jusqu'au milieu des années 1970, la seule forme d'emploi, ou presque, qui existait. À la fin de 2012, 87 % des salariés du secteur concurrentiel ont ainsi un CDI, tandis que 13 % des salariés seulement sont en contrat temporaire, soit 10 % en CDD et 3 % en intérim.

Mais ce qui retient l'attention, c'est la vitesse à laquelle les choses sont en train de changer, comme le révèlent les deux graphiques ci-dessous.

Graphique 2 • Part des contrats temporaires dans les intentions d'embauches de salariés dans le secteur concurrentiel



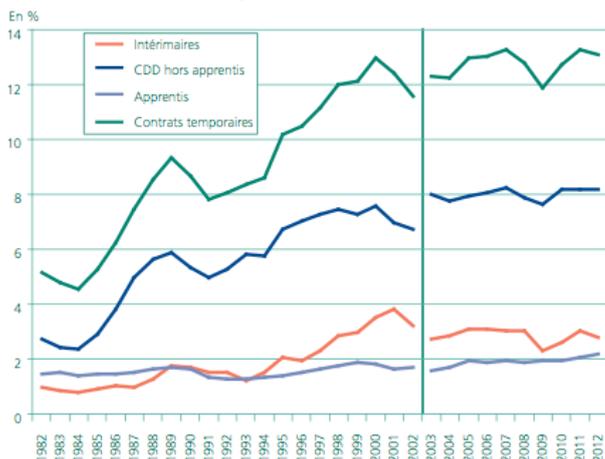
Lecture : au 4^e trimestre 2012, la part des intentions d'embauche en CDD dans l'ensemble des intentions d'embauche en CDD ou en CDI et des missions d'intérim est de 50 %.

Champ : salariés France entière hors régime agricole et fonctionnaires pour les DUE, secteur concurrentiel de France métropolitaine pour les missions d'intérim.

L'étude de la DARES fait en particulier ce constat : « La répartition des embauches entre contrats temporaires et CDI est à l'inverse de celle observée pour les effectifs parmi les salariés en emploi. D'après les déclarations uniques d'embauche et les déclarations mensuelles des agences d'intérim, au quatrième trimestre 2012, 49,5 % des intentions d'embauche (dont sont en CDD, 42,3 % sont des missions d'intérim et 8,1 % sont des CDI. Ainsi, dans le secteur concurrentiel, plus de 90 % des embauches s'effectuent en contrat temporaire. »

Le graphique ci-dessous permet de visualiser de manière encore plus spectaculaire ce qui est en train de se passer sur le marché du travail :

Graphique 1 • Proportion de salariés du secteur concurrentiel en contrat temporaire

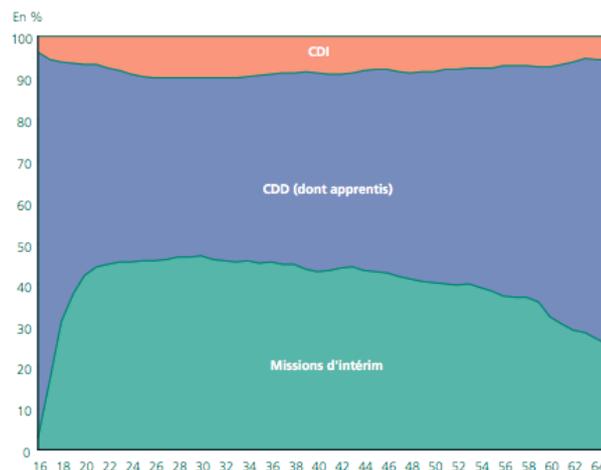


Concepts : emploi salarié au sens du BIT dans le secteur concurrentiel (y compris emplois aidés) ; données à la date de l'enquête (1^{er} trimestre) jusqu'en 2002 et en moyenne annuelle depuis 2003, d'où une rupture de série entre 2002 et 2003.

Lecture : en 2012, en moyenne, 13,1 % des salariés du secteur concurrentiel sont en contrat temporaire (intérimaires ou en CDD y compris les apprentis et autres emplois aidés en CDD).

Champ : ménages de France métropolitaine.

Graphique 6 • Répartition estimée* des intentions d'embauche et missions d'intérim selon l'âge en 2012



* Pour ces estimations, les volumes d'intentions d'embauche en CDD et en CDI par trimestre et secteur (nomenclature A38 de la Naf rév. 2) sont issus des publications de l'Accoss, auxquels est appliquée la répartition par âge estimée par les mouvements de main-d'œuvre dans chaque secteur et type de contrat.

Champ : France entière hors régime agricole et fonctionnaires pour les DUE ; secteur concurrentiel de France métropolitaine pour les missions d'intérim.

On comprend donc ce qui est en jeu. À la fin des années 1970, le CDI était la forme d'emploi quasi unique qui existait sur le marché du travail. Tout juste le premier ministre de l'époque, Raymond Barre, avait-il institué les premières formes d'emploi précaire – les fameux « stages Barre ». Mais cette forme d'emploi était totalement marginale. Et dans leurs « 110 propositions » pour 1981 (on peut les consulter ici), les socialistes avaient promis qu'il y serait remis bon ordre. « Le contrat de travail à durée indéterminée redeviendra la base des relations du travail », promettait fièrement la 22e proposition.

La promesse a depuis très longtemps été oubliée et c'est exactement l'inverse qui s'est produit : le contrat de travail précaire est devenu « la base des relations du travail ». Le graphique ci-dessus suggère même que le CDI est devenu une survivance d'un autre temps. Une survivance qui va progressivement disparaître...

Si la précarité avance encore plus vite que le chômage, c'est donc pour cela : parce que le marché du travail a implosé. Il y a donc le noyau dur du chômage ; et tout autour, il y a ce que les statisticiens appellent pudiquement le « halo autour du chômage », qui recouvre des variétés considérables de situations de précarité.

Des CDI de plus en plus fragilisés

Une autre étude de la DARES, de janvier 2015, complète ce tableau social sinistre en mettant en évidence que les CDI sont, eux-mêmes, de plus en plus menacés. Cette étude, la voici : on peut la télécharger ici ou la consulter ci-dessous :

L'instabilité des CDI by Laurent MAUDUIT

<https://www.scribd.com/doc/253880986/L-instabilite-des-CDI>

« Le fait pour un salarié de bénéficier d'un CDI est en général considéré comme un signe de stabilité dans l'emploi. De fait, un CDI ne prévoit pas de date de fin de contrat », constate benoîtement la DARES. Et pourtant, cette apparente sécurité est de plus en plus fragilisée. Ainsi, écrit la DARES, « dans les douze premiers mois d'un CDI, le risque de rupture est relativement élevé : 36,1 % des CDI conclus en 2011 ont été rompus avant leur premier anniversaire, proportion en hausse de 2,5 points par rapport aux recrutements en CDI de 2007. (...) Le risque de rupture d'un nouveau CDI est

particulièrement élevé au cours des trois premiers mois : 10 % des CDI conclus en 2011 ont duré moins d'un mois et 19,6 % moins de trois mois ». Même si ces chiffres sont anciens, ils soulignent donc une tendance préoccupante qui s'est, depuis, encore très vraisemblablement creusée.

En bref, le marché du travail français a effectivement connu un séisme qui a contribué à faire exploser le nombre des chômeurs, mais aussi le nombre de personnes dans des situations de précarité voire d'extrême précarité. Avec en bout de course, le résultat que l'on sait : il y a en France de plus en plus de pauvres ; et les pauvres le sont... de plus en plus !

Là encore, les chiffres disponibles les plus récents datent de 2012, mais ils donnent bien la tendance (Lire Les pauvres sont de plus en plus pauvres): on dénombrait cette année-là quelque 8,5 millions de Français vivant sous le seuil de pauvreté, parmi lesquels près de 2 millions de personnes disposant malgré tout d'une activité et rentrant donc dans le champ des travailleurs pauvres.

Même si la Grèce et la France sont dans des situations différentes, l'une et l'autre ont été trop longtemps prisonnières d'une politique économique dont l'inspiration philosophique est la même. Prisonnières d'une même politique d'austérité, et prisonnières des mêmes politiques dites de réforme structurelle, visant à faire la part belle aux entreprises et à faire payer l'ajustement aux salariés.

La clameur populaire qui vient d'Athènes fait donc forcément écho jusqu'en France : et si on changeait de politique ? Et si l'austérité et la déréglementation sociale cédaient la place à une politique économique et sociale plus humaine et généreuse ?

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Traînée de "pute", de "boloss" : Marion, 13 ans, s'est suicid e



Menacée, insultée au collège et sur Facebook, Marion, 13 ans, s'est pendue. (DR)



Par Sophie Des Deserts

Menacée, insultée au collège et sur Facebook, l'adolescente s'est pendue. Sa mère, Nora Fraisse, publie ce mercredi un livre sur ce drame.

A l'occasion de la sortie en librairie ce mercredi 28 janvier 2015 du livre de Nora Fraisse, "Marion, 13 ans pour toujours" (Editions Calmann-Lévy), nous republions l'article consacré à cette affaire, initialement publié le 14 novembre 2013 dans "l'Obs".

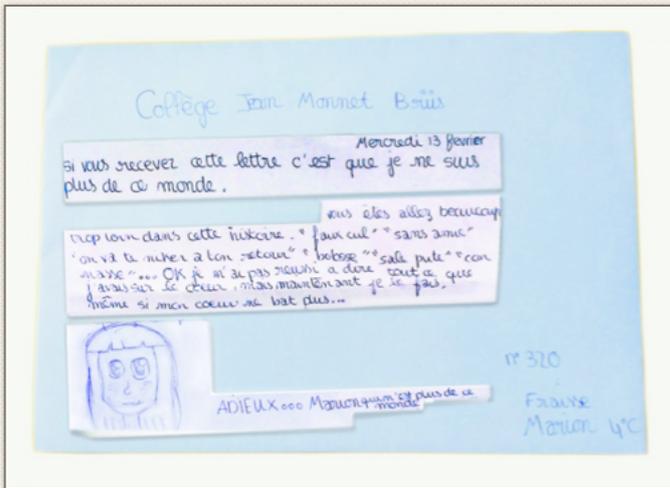
Ce mercredi matin, Marion voulait rester au lit. Après le petit déjeuner, elle est remontée dans sa chambre. La veille, déjà, elle se disait " fatigu e" afin d'échapper aux dernières heures de cours. Au retour de son travail, sa mère l'avait trouvée "p lotte" sans s'inquiéter davantage. Les petits maux, de ventre, de tête, de coeur...  clostent bien souvent à l'adolescence. Nora Fraisse a simplement suggéré à sa fille de ne pas rester dans le noir, puis elle a déposé le téléphone de la maison près de l'oreiller, pour pouvoir la joindre. Elle partait juste déjeuner, avec ses deux autres enfants, 9 ans et 18 mois, chez une amie du village, Vaugrigneuse dans l'Essonne. Dans une heure ou deux, elle serait de retour. Sans doute,

tout irait mieux. Mère et fille pourraient faire un peu de shopping ensemble. Marion, toujours douce et souriante, avait acquiescé. Une heure plus tard, elle ne répondait plus au téléphone. Silence encore quand Nora Fraisse, soudain prise de panique, est rentrée précipitamment chez elle vers 13h30, laissant la voiture en marche avec ses petits à l'intérieur. Elle hurlait. "Marion, Marion !" La porte de sa chambre était bloquée. Nora Fraisse l'a poussée violemment et découvert son enfant pendue par un foulard au porte-manteau. Une fois détaché, le corps fr le est tombé. La mère, en ligne avec les médecins du Samu, a tenté de ranimer sa fille. En vain. Marion, 13 ans, est morte, le 13 février 2013.

"Ma vie a basculé. Et personne ne l'a compris."

Le lendemain, en première page, "le Parisien" relate le drame. Le quotidien régional évoque l'existence d'une lettre laissée par Marion. Les parents, pétrifiés, appellent alors le journal qui refuse de leur en dire plus. Mais les gendarmes leur remettent rapidement deux enveloppes saisies sur le bureau de Marion. La première est adressée à son établissement scolaire, Jean-Monnet   Briis-sous-Forges. L'élève de 4e C y a inscrit son numéro de collégienne, 320, avant de détailler ses souffrances, les humiliations, les insultes parfois subies en plein cours, et désigne ses bourreaux. "Ma vie a basculé, conclut-elle. Et personne ne l'a compris." Sur une seconde enveloppe, elle a

écrit : "Mes meilleurs souvenirs avec vous", mais celle-ci est vide.



Le même jour, les parents Fraisse entendent sur France 3 une femme, directrice adjointe de l'académie de Versailles, indiquer que : "Marion était devenue le souffre-douleur de quelques-uns... Il y avait des enfants qui n'étaient pas très gentils vis-à-vis d'elle, qui pouvaient avoir des mots blessants." Ainsi, même l'Education nationale semble avoir eu vent des malheurs de leur fille...

Les lettres de condoléances du président de la République et de son ministre Vincent Peillon paraissent bien dérisoires. Ils n'ont que faire de la compassion, ils veulent des explications. Depuis ce jour, les parents de Marion ont décidé de remuer ciel et terre pour faire "émerger la vérité".

Après avoir déposé plainte à la gendarmerie, ils ont contacté un jeune pénaliste réputé, Me David Père, qui vient de se constituer partie civile, auprès du tribunal de Paris, pour violences, menaces de mort, provocation au suicide, homicide involontaire et omission de porter secours. "Nous souhaitons que toute la lumière soit faite, que les responsables administratifs et les enseignants soient interrogés, que le dossier scolaire de Marion, les carnets de l'infirmerie soient saisis..." Outre le collège, sont visés les cinq élèves nommés dans la lettre. Les parents vont jusqu'à mettre en cause des enfants qui, au moment des faits, n'avaient pas 14 ans.

"Pour nous, c'est désormais évident. Ces gamins souhaitaient éliminer Marion, martèle Nora Fraisse. Ce n'est pas parce qu'ils sont mineurs que l'on doit les excuser. Nous attendons qu'ils soient punis, sévèrement, et que notre affaire fasse jurisprudence."

Sa douleur l'emporte et la porte. Celle de son mari, cadre dans l'industrie médicale, est muette. " Nous avons pris perpète, souffle-t-elle. Nous sommes à jamais des zombies, sans bras ni têtes. Des survivants." A Vaugrigneuse, dans ce paisible village de l'Essonne où réside depuis plus de dix ans la famille Fraisse, les regards ont changé. La bienveillance s'est muée en méfiance. Quand ils croisent la fine silhouette de Nora, certains baissent la tête. D'autres disent, à voix basse, que "le chagrin l'a rendue folle". Rien, ni son travail de chef de produit marketing ni ses deux autres enfants ne l'arrête.

"Laissez-les tranquilles. Faites votre deuil"

Depuis neuf mois, elle cherche tous azimuts des pistes, des indices auprès des amis de Marion, et des autres, qu'elle connaît parfois depuis l'école primaire. "Laissez-les tranquilles, disent leurs parents. Faites votre deuil." La mère cache ses larmes. Il lui est arrivé de s'approcher du collège et de voir des élèves soudain s'éloigner, comme si elle avait la peste. Parfois, quelques-uns l'arrêtent : "Madame, dites-nous, qui est dans la liste ?" Les enseignants, eux, n'ont jamais donné signe de vie.

"La direction nous avait interdit de communiquer avec vous, lui confiera un professeur croisé dans le bus, par hasard. Certains d'entre nous vous ont quand même écrit après l'enterrement. Vous n'avez rien reçu ?" Le principal du collège Jean-Monnet n'a jamais voulu dialoguer avec les parents de Marion, sans doute parce qu'au lendemain du drame, sous le choc, ces derniers l'avaient mis en cause. S'il a accepté de les recevoir dans son bureau, un mois plus tard, c'est grâce à la médiation d'Eric Debarbieux. Le spécialiste de la violence à l'école, envoyé sur tous les cas de harcèlement grave, s'est rendu à Briis-sous-Forges. Il a accompagné les parents endeuillés au collège afin qu'ils puissent récupérer les affaires de leur fille et consulter son dossier scolaire.

"Rien ne permettait de penser que Marion allait mal", a sèchement répété le principal, arrivé en septembre 2012 dans ce collège de 600 élèves. Il n'a eu cesse de s'abriter derrière sa hiérarchie. "Nous ne communiquons pas sur cette affaire, fait-il savoir aujourd'hui encore au "Nouvel Observateur", adressez-vous au rectorat." Les explications n'ont jamais eu lieu. Dommage, il eût peut-être suffi d'un mot, d'un geste pour que les parents de Marion cessent de croire que ce silence était forcément coupable.

"Demain, à l'arrêt de bus, t'es morte"

Un si long silence... "Allez, ça va se tasser", éluda le principal quand Nora Fraisse l'avait contacté, en décembre dernier, pour que Marion change de classe. Trois fois, elle avait insisté, sans même obtenir un rendez-vous. Cette mère est particulièrement vigilante. Elle sait que son aînée est sensible, artiste, drôle à faire hurler de rire son père et ses camarades, mais aussi parfois dans son monde, en quête d'affection, touchée par le malheur des autres. Une cible idéale. Petite déjà, elle subissait les mesquineries des copines. En sixième, Marion s'était fait traiter de "mongole" et d'"autiste". En cinquième, un garçon lui avait adressé un SMS : "Demain, à l'arrêt de bus, t'es morte." A la demande de Nora Fraisse, le professeur principal avait aussitôt convoqué l'auteur des menaces qui, aux côtés de sa mère, avait balbutié : "*Mais c'était juste pour rigoler !*"

Cette année de quatrième, Marion se plaint de ne pas pouvoir travailler. Elle revient du collège un peu triste à force d'être vue comme une "*balance*" ou une "*intello*", quand elle ose demander le silence dans sa classe. Au collège, c'est la foire, bavardages, insultes et provocos imposés par quelques fortes têtes. Un garçon dit à une enseignante : "*Toi, je te baise !*" Un autre jette son carnet de correspondance au visage de la prof d'histoire-géo. A la récré, ça castagne ; il paraît aussi que, parfois, ça picole et ça fume dans les toilettes. Les élèves le racontent, tout fiers.

A Briis-sous-Forges aussi, entre les champs de colza et les pavillons bien léchés, la jeunesse se cherche. La première réunion de rentrée, le 12 octobre 2012, a été plutôt rock and roll. Trois heures durant lesquelles les parents, inquiets des problèmes de discipline, ont interpellé les profs qui, eux-mêmes, ont admis être un peu dépassés, sous l'oeil agacé du nouveau directeur.

"*On se demandait sur quelle planète nous étions*", se souvient un père. Pendant la réunion, Nora Fraisse a envoyé un SMS à Marion pour lui dire qu'elle comprenait ses difficultés à travailler dans de telles conditions. Le principal refuse le changement de classe mais avant Noël, deux des perturbateurs sont renvoyés.

"Pute", "boloss", grosse, pas de seins..."

Le climat s'apaise, Marion tombe amoureuse d'un garçon du collège. Les parents la voient grandir, de plus en plus jolie et coquette, accro aux SMS - "3.000 par mois c'est beaucoup", disent-ils, mais elle a l'air si heureuse...

L'adolescente ne se plaint plus de rien, elle est pourtant la cible d'une petite bande de filles et d'un garçon qu'elle a embrassé un jour, puis éconduit. Alban - appelons-le ainsi (*) - lui a toujours dit : "Ta première fois, ce sera avec moi", avant de réaliser qu'elle en aimait un autre. Alors, avec des copines, il s'amuse à la traiter de "pute", lui dit qu'elle est grosse, pas de seins, trop sérieuse... A leurs yeux, elle n'est qu'une nulle, une "boloss", suprême insulte en 2013. Et le bal des gentillesse continue sur internet, au retour du collège et jusque tard, le soir, sous la couette.

Les parents de Marion n'en savent rien. Ils découvriront, avec l'enquête des gendarmes, que leur fille avait, malgré leur interdit, créé un compte Facebook. Ils apprendront aussi qu'elle a prétexté avoir perdu son carnet de correspondance pour en obtenir un autre, dans lequel elle s'octroie des notes toujours aussi bonnes et un comportement exemplaire. Celui-ci est pour la maison. Dans l'autre, le vrai qu'elle signe à la place des parents, on voit clairement la bonne élève se transformer, cumuler les insolences, les propos grossiers, les tricheries. Sans doute, Marion "*tente la déconne*" pour trouver grâce aux yeux de ceux qui la tiennent.

"*Le comportement de Marion se dégrade depuis quelque temps*", écrit l'enseignante d'histoire le 1er février. Mais ni cette métamorphose soudaine ni les nombreux retards injustifiés ne donnent lieu à un coup de fil aux parents. Le professeur principal, celui qui, en début d'année, avait dit à Nora Fraisse combien sa fille était douée, attachante, résistante dans cette classe turbulente, ne réagit pas. "Faites-moi signe au moindre problème", avait-il proposé. Lorsque la mère endeuillée composera son numéro, il répondra : "Pourquoi m'appeler ? Marion est décédée. La vie continue." Au "Nouvel Obs", il confie d'une voix blanche : "J'ai trop souffert de cette histoire, je ne veux plus en parler."

"On va t'arracher les yeux, te faire la peau..."

La veille du drame, lors d'un exercice incendie pendant le cours de cet enseignant, Marion est prise à partie. La quasi-totalité de la classe se regroupe autour d'elle pour une brouille, l'adolescente a écrit sur le mur Facebook d'une camarade un de ces commentaires stupides qu'elle a si souvent lus sur le sien : "*Lila, t'es une boloss, on t'aime pas.*" Huées générales. Alban, une fois encore, mène la danse, avec les pestes : "*Tu fais moins la fière, hein ?*" Ils continuent dans les

couloirs : *"On va t'arracher les yeux, te faire la peau..."* Des toilettes du collège, Marion appelle sa mère : *"Je ne me sens pas bien, je voudrais rentrer."* Ses grands-parents passent la chercher.

Toute l'après-midi et la soirée, l'adolescente, paniquée par des appels anonymes, des menaces, multiplie les coups de fil, les SMS et les messages sur Facebook. Elle contacte celle qui lui a dit *"Si tu reviens au collège, je te buterai"*, pour savoir si elle compte réellement la frapper. *"Non"*, la rassure l'intéressée qui tapote sur son clavier : *"Bon, on t'aime bien mai en ce moment tu nous soule à faire les manières genre tu te la pète, tu te crois populaire, t'essaye de nous clasher et tu crois tous les mecs y te kiffe grave"* (sic).

Marion remercie aussi une de ses anciennes copines *"de ne pas m'avoir humilié kom tous les autres tout à l'heure"*. Puis, elle appelle son petit ami : *"Il faut mieux rompre pour que les autres ne te fassent pas d'histoire"*. *"Comme tu veux"*, répond-il, avant d'ignorer ses messages. Le soir, Marion fond en larmes dans les bras de sa mère. Elle ne lui parle pas de l'épreuve qu'elle doit subir le lendemain : des excuses devant toute la classe, pour demander pardon à Lila. *"Elle ne va pas avoir les couilles de venir, a balancé une fille de la bande. Si elle se pointe, je vais la tuer ! »*

Sur Google : "Comment se suicider"

Marion préfère évoquer sa rupture amoureuse. Sa mère la rassure, lui parle des garçons *"qui se comportent comme des Cro-Magnon, entre eux, même quand ils tiennent à vous. Allez, dit-elle, vous allez recoller les morceaux."* Marion sourit : *"Ca fait du bien de pleurer."* Avant de s'endormir, elle écrit à un copain : *"La chui preske tout en bat... je ne suis kune merde."* Le garçon répond : *"Putain, ne dis pas ça..."* Avant de s'endormir, l'adolescente tape sur Google : *"Comment se suicider"*.

Quand Alban, celui qui n'a cessé d'importuner Marion, apprend sa mort, il dit : *"C'est pas vrai, putain, faites pas chier je suis en train de jouer à la Play."* Le lendemain, il reçoit des menaces de mort sur internet et des sifflements à son arrivée au collège. *"On a vécu l'enfer"*, se souvient son père qui, depuis, l'a scolarisé ailleurs. Sur la page Facebook intitulée *"Rip [pour "Rest in peace", repose en paix] Marion Fraisse"*, ouverte par ses camarades, les causes du suicide ne font apparemment aucun doute : *"Une pote à mon frère s'est pendue suite à du harcèlement."* *"Tout le monde la traiter de pute"* (sic). *"Ouai pire, ils font ça pour rigoler, et aujourd'hui, il pleure."*

"Quand tu recois des infures du style tu revien on te creve les yeux ça fait mal." Une adolescente s'indigne : *"Etes-vous heureux d'avoir poussé quelqu'un à mourir par vos conneries ? Etes-vous heureux d'avoir détruit la vie d'une personne et de sa famille ?"*

Au collège, une cellule psychologique est mise en place. Les élèves pleurent, puis les fleurs fanent. Le principal, solennellement, dit qu'il faut tourner la page. Mais la mort brutale de Marion délie les langues. Quelques profs, des parents surtout, veulent parler. Certains apportent leur témoignage aux gendarmes, d'autres appellent les parents Fraisse. Ces derniers soudain se sentent moins seuls. La mère d'une collégienne de Briis, qui, il y a quelques années, a subi l'enfer, crachats et menaces, en raison de sa *"gueule d'intello"*, confie : *"Si je ne l'avais pas mise dans le privé, ma fille non plus n'aurait pas survécu."* Une autre, désolée de voir son enfant, si bonne élève, se tordre de douleur à l'idée d'aller en classe à force d'être traitée *"de grosse, de moche"* a exilé sa famille dans le Loir-et-Cher.

"Nous avons 600 élèves, impossible de surveiller votre enfant"

Un père tremble pour sa cadette, 11 ans, surnommée au collège *"Poil de carotte"*, qui ne vient plus dans la cour de récré, de peur de se faire racketter ou taper. Un autre raconte que son fils, 12 ans, est moqué en raison de sa petite taille et de ses bonnes notes. Tout le monde l'appelle *"Napoléon"*. Et puis il y a cette élève de cinquième, coincée dans les vestiaires, à qui des camarades ont dit, en brandissant un déodorant en spray : *"Je vais te transformer en chalumeau vivant."* Tous ces parents l'affirment : le collège n'a jamais pris la mesure de cette souffrance. Pas d'entretiens sérieux avec le principal malgré de nombreuses demandes, parfois même par lettres recommandées. Juste des propos vaguement rassurants, des aveux d'impuissance, une CPE qui hausse les épaules : *"Nous avons 600 élèves, impossible de surveiller votre enfant. Débrouillez-vous pour qu'elle ne soit jamais seule."*

Au cimetière, Nora Fraisse a rencontré l'ancien petit ami de Marion et son père. Ce dernier lui a raconté qu'après le drame, des photos de son garçon, traîné à terre par les cheveux, avaient été publiées sur Facebook, qu'il avait alors demandé et obtenu de le changer d'établissement. Depuis, le collège Jean-Monnet est sous surveillance. *"La mort de Marion nous a profondément choqués, et nous a amenés à réformer les choses"*, reconnaît un professeur. Depuis la rentrée, les parents sont

systématiquement appelés au bout de trois retards injustifiés. Une campagne de sensibilisation au harcèlement va être lancée. Et les gendarmes continuent d'exhumer sur la Toile des messages destinés à l'Absente de 4e C : *"Marion, sache que tu vas nous manquer. Je suis désolé pour toi, pour ce qu'on a pu te faire, j'ai même pas de mot pour nous qualifier tellement on a été durs et idiots."*

(*) Les prénoms des enfants ont été modifiés.

La lettre de Marion

Nous publions ici quelques mots laissés par l'adolescente avant de se donner la mort. Le reste ne peut être reproduit, car elle y désigne nommément des élèves de sa classe. A une fille, elle écrit : **"Arrête je t'en supplie de crier 'quelle salope' en plein cours."** A une autre : **"Tu as été odieuse avec moi. Si je suis morte, c'est en partie de ta faute."** A un garçon : **"Tu n'as fait qu'aggraver les choses."** Marion, connue de toutes les quatrièmes, pour son "grand sourire" et sa créativité folle qui lui permettait de customiser des objets, des vêtements et lui donnait l'envie de devenir architecte, se dit lasse d'être traitée de "sale pute", "boloss", "connasse". *Elle écrit : "Vous êtes allez beaucoup trop loin dans cette histoire."*

tempsreel.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

